

PRÉFECTURE DE L'ISERE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

3ème Direction

3ème Bureau

Rappeler dans votre réponse les indications
ci-dessus et faire figurer obligatoirement
sur l'enveloppe l'adresse postale suivante

PRÉFECTURE DE L'ISERE
BOITE POSTALE 1046
38021 GRENOBLE CEDEX

Installations Classées
et Carrières

Réf. à rappeler : CV/MR

Dossier N° 23246

ARRÊTÉ n° 89-569

Le Préfet de l'Isère
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU la loi N° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations
Classées pour la Protection de l'Environnement, modifiée;

VU le décret N° 53-578 du 20 mai 1953, modifié;

VU le décret N° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour applica-
tion de la loi précitée, et du titre 1er de la loi N° 64-1245 du 16 décembre
1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre
leur pollution, modifié;

VU la demande en date du 28 juillet 1987, avec les plans y affé-
rents, présentée par MM. GUITTARD Yvon et VERDOIA André en vue d'être
autorisés à exploiter un dépôt de véhicules automobiles hors d'usage situé
à SAINT-MARTIN D'HERES, dans la zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) de
"Champ Roman";

VU l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées, en date
du 25 août 1987;

VU le procès-verbal de l'enquête publique ouverte le 23 novembre
1987 et close le 23 décembre 1987 en Mairie de SAINT-MARTIN D'HERES et
les certificats d'affichage;

VU l'avis du Conseil Municipal de SAINT-MARTIN D'HERES, en date
du 26 novembre 1987;

VU l'avis de M. Elie EXCOFFIER, désigné en qualité de Commissaire
Enquêteur, en date du 29 décembre 1987;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la
Forêt, en date du 17 septembre 1987;

VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires
et Sociales, en date du 28 septembre 1987;

VU l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie
et de Secours, en date du 16 octobre 1987;

Vu la lettre de la Société du Pipe-line Méditerranée-Rhône
(SPMR) en date du 8 Octobre 1987, relative aux servitudes liées au passage
du pipe-line sur le terrain des intéressés,

VU l'avis de l'Ingénieur en Chef de la Société Nationale des Chemins de Fer Français - Division de l'Equipement de la Région de CHAMBERY, en date du 29 octobre 1987;

VU l'avis du Directeur Départemental du Travail et de l'Emploi, en date du 5 novembre 1987;

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement - Service Hydrologique, en date du 5 novembre 1987;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 15 juin 1988;

VU la lettre en date du 17 juin 1988, invitant MM. GUITTARD et VERDOIA à se faire entendre par le Conseil Départemental d'Hygiène et leur communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 7 juillet 1988, prononçant un sursis à statuer sur le dossier de demande des intéressés dans l'attente d'une décision de la commune de SAINT-MARTIN D'HERES relative à une modification du Plan d'Occupation des Sols;

VU la lettre du Maire de SAINT-MARTIN D'HERES, en date du 17 août 1988, relative à la modification du règlement de la zone d'aménagement concerné (Z.A.C.) de "Champ Roman" à SAINT-MARTIN D'HERES, pour permettre l'exercice de l'activité de récupération de déchets de métaux par M. GUITTARD et VERDOIA;

VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 2 novembre 1988;

VU la lettre en date du 7 novembre 1988, invitant MM. GUITTARD et VERDOIA, à se faire entendre par le Conseil Départemental d'Hygiène et leur communiquant les propositions de l'Inspecteur des Installations Classées;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 1er décembre 1988;

VU la lettre en date du 25 janvier 1989, communiquant aux requérants le projet d'arrêté statuant sur leur demande;

~~VU la réponse des intéressés, en date du~~

VU les arrêtés en date des 30 mars 1988, 22 juin 1988 et 29 septembre 1988, prorogeant le délai d'instruction du dossier;

CONSIDERANT que le dépôt est soumis à autorisation pour l'activité de stockage et de récupération de déchets de métaux visée sous la rubrique N° 286 de la nomenclature des Installations Classées;

CONSIDERANT que l'exercice de l'activité de récupération de déchets de métaux par MM. GUITTARD et VERDOIA est désormais compatible avec les dispositions du règlement de la zone d'Aménagement Concerté (Z.A.C.) de "Champ Roman", à SAINT-MARTIN D'HERES.

.../...

A R R E T E

ARTICLE 1er - Messieurs GUITTARD et VERDOIA, Gérants de la Société DAUPHIREC, sont autorisés à exploiter un dépôt de ferrailles et véhicules hors d'usage situé sur le territoire de la commune de SAINT-MARTIN D'HERES, dans la zone industrielle de "Champ Roman" sur la parcelle N° 11, sous réserve de respecter les conditions définies ci-après.

ARTICLE 2 - L'installation devra être exploitée conformément aux prescriptions particulières annexées au présent arrêté, relatives à l'activité de stockage et de récupération de déchets métalliques visée sous la rubrique N° 286 de la nomenclature et qui seront strictement respectées.

ARTICLE 3 - Les exploitants devront, en outre, se conformer strictement aux dispositions édictées par le Livre II du Code du Travail, et aux décrets réglementaires et arrêtés pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des Travailleurs, notamment au décret du 10 juillet 1913 visant les mesures générales de protection et de salubrité.

ARTICLE 4 - L'Etablissement devra être ouvert dans le délai de trois années à partir de la notification. Dans le cas contraire, le permissionnaire avisera le Préfet, par lettre recommandée, en indiquant, le cas échéant, les raisons de force majeure qui seraient de nature à expliquer ce retard. Il en sera de même s'il veut reprendre son exploitation après une interruption de deux années consécutives.

ARTICLE 5 - Les permissionnaires seront tenus, en outre, de se conformer à toutes les mesures que l'Administration croira devoir leur imposer ultérieurement dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques, sans qu'ils puissent prétendre à aucun dédommagement.

ARTICLE 6 - La présente autorisation ne dispense pas les bénéficiaires de satisfaire le cas échéant, aux prescriptions de la réglementation en vigueur en matière de voirie et de permis de construire.

ARTICLE 7 - Tout exercice d'une activité nouvelle classée, tout transfert dans un autre emplacement, toute transformation, toute extension de l'exploitation devra faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation au Préfet. De même en cas de cessation d'activité l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration dans un délai de 30 jours au Préfet de l'Isère - Service des Installations Classées.

ARTICLE 8 - Un extrait du présent arrêté sera tenu à la disposition de tout intéressé et sera affiché à la porte de la Mairie, pendant une durée minimum d'un mois.

Le même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins des bénéficiaires de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet de l'Isère, et aux frais des exploitants dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

.../...

ARTICLE 9 - Le présent arrêté doit être conservé et présenté à toute réquisition.

ARTICLE 10 - Le Secrétaire Général de l'Isère, le Maire de SAINT-MARTIN D'HERES et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié aux intéressés.

GRENOBLE le 10 FEV. 1989

POUR AMPLIATION

Le Chef de Bureau,

 Josette VINCENT

LE PREFET

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Joël GADBIN

P R E S C R I P T I O N S A P P L I C A B L E S

au DEPOT de FERRAILLES exploité par la DAUPHIREC SA.

VU pour être annexé à mon arrêté

en date de ce jour.

GRENOBLE, le 10 février 1989

Pour le Préfet

Le Chef de Bureau délégué,

(MM. GUITTARD et VERDOIA)

70, Rue Champ Roman

38400 - SAINT-MARTIN D'HERES



Josette VINCENT

La Société DAUPHIREC SA. est autorisée à exploiter un dépôt de ferrailles, rue Champ Roman à SAINT-MARTIN D'HERES sur la parcelle n° 11 (8039 m2) de la zone industrielle de Champ Roman aux conditions suivantes :

I - E M P L A C E M E N T S

1.1. - Implantation et exploitation

L'établissement sera situé et exploité conformément à la demande et aux documents annexés sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

1.2. - Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation sera portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet de l'Isère avec tous les éléments d'appréciation.

1.3. - Il est strictement interdit de recevoir, stocker, vider, démonter, brûler tout appareillage, objets ou déchets contenant ou souillés de P.C.B.. Ces objets ne peuvent être détruits que dans un centre autorisé et agréé à cet effet.

1.4. - Les emplacements définis ci-après seront munis d'aire étanche de manière à pouvoir récupérer liquides et égouttures pouvant être pollués.

- démontage et vidange éventuels des véhicules ou des moteurs ;
- entretien des engins de chantier ;
- poste de travail de la presse ;
- stockage des véhicules avant le broyage dans la presse ;
- stockage des balles de ferrailles au sortir de la presse.

Il est nécessaire de récupérer les huiles et eaux huileuses à tous les emplacements où elles peuvent apparaître. Si ces emplacements ne sont pas couverts, les eaux pluviales souillées seront récupérées et traitées de la même façon.

1.5. - Le démontage, la vidange et le stockage des batteries se feront sur une aire bétonnée, étanche résistante aux acides permettant la récupération des électrolites et des égouttures.

1.6. - Un emplacement spécial sera réservé pour le dépôt et la préparation :

a) des objets suspects et volumes creux, non aisément identifiables, ainsi que les volumes creux, clos ne présentant aucun dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc...) en vue de leur remplissage ou de leur vidange ;

b) des volumes creux comportant un dispositif d'ouverture manuelle (couvercle, etc...) en vue de leur remplissage ou de leur vidange (bidons, fûts, enveloppes métalliques diverses) ainsi que les tubes de formes diverses susceptibles de contenir des produits dangereux.

1.7. - Le sol des emplacements spéciaux prévus aux articles 1.4., 1.5. et 1.6. sera imperméable et en forme de cuvette de rétention.

Des dispositions seront prises pour recueillir, avant écoulement sur le sol, les hydrocarbures et autres liquides pouvant se trouver dans tous les corps creux.

Des récipients ou bacs étanches seront prévus pour déposer les liquides, huiles, etc... récupérés.

Tous les produits pétroliers ou chimiques divers récupérés sur une des aires définies ci-dessus seront stockés et traités suivants les prescriptions des paragraphes 3.2 et 5.1 ci-après.

II - AMENAGEMENT DU CHANTIER ET IMPLANTATION DU MATERIEL -

2.1. - L'établissement devra respecter les servitudes suivantes :

- S.P.M.R. (pipeline) telles que définies dans son courrier du 8 octobre 1987 joint au rapport d'enquête.

- S.N.C.F. (voies ferrées) telles que définies dans son courrier du 29 octobre 1987 joint au rapport d'enquête.

2.2. - Afin d'en interdire l'accès, le chantier sera entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2 mètres. Cette clôture sera doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes d'une hauteur minimale de 2 mètres dès la parution de l'arrêté.

La hauteur des stockages ne dépassera pas la hauteur des clôtures.

2.3. - En l'absence de gardiennage, toutes les issues seront fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.

2.4. - A l'intérieur du chantier, une ou plusieurs voies de circulation seront aménagées à partir de l'entrée jusqu'au poste de réception et en direction des aires de dépôt.

Elles seront nettement délimitées et maintenues en constant état de propreté en intégrant les obligations liées aux servitudes rappelées dans le § 2.1.

2.5. - Les machines et matériels fixes seront implantés dans les zones du chantier les plus éloignées des habitations.

Ils seront installés de façon que les vibrations transmises par le sol ne soient pas susceptibles de gêner le voisinage.

2.6. - Les locaux d'exploitation et postes de travail seront aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail et de la santé publique.

2.7. - Le chantier ne disposera pas de dépôt de liquide inflammable avec distribution de carburant ou de combustible.

III - PREVENTION DES NUISANCES -

3.1. - Bruits -

Les opérations bruyantes sont interdites en dehors des heures d'ouverture et d'une façon générale de 20 h à 7 h.

En outre, toutes dispositions seront prises pour ne pas incommoder le voisinage par le bruit ou les vibrations. Toute gêne éventuelle sera évaluée conformément à l'arrêté du 20 août 1985, en limite de propriété, le seuil ne devra pas excéder 65 dB(A), de jour.

Les groupes motocompresseurs et les engins équipés de moteurs à explosion ou à combustion interne, autres que les véhicules automobiles soumis aux dispositions du code de la route, doivent respecter, quant au niveau sonore des bruits aériens émis pendant leur fonctionnement, les dispositions prises en application du décret n° 69-380 du 18 avril 1969 relatif à l'insonorisation des engins de chantier.

Si des véhicules automobiles, non assujettis au code de la route, circulent à l'intérieur de l'établissement, ils devront être conformes aux dispositions du code de la route en ce qui concerne les bruits aériens émis.

L'emploi d'avertisseurs sonores est interdit sur le chantier, à l'exception de ceux utilisables exceptionnellement pour des raisons de sécurité.

3.2. - Pollution des eaux

Dans le cas d'un stockage extérieur sur les emplacements spéciaux prévus aux paragraphes 1.4, 1.5. ou 1.6., les eaux pluviales seront recueillies et traitées avec tous les autres liquides répandus sur ces aires.

Tous ces liquides seront collectés dans un bassin de rétention de 10 m³ et passeront dans un déshuileur correctement dimensionné avant d'être rejetés dans l'égout communal.

La teneur de l'effluent en hydrocarbures ne devra pas dépasser 5 mg/l (norme NFT 90 202) à son rejet.

Le bassin de rétention et le déshuileur seront maintenus en bon état de propreté afin de garantir leur étanchéité et leur bon fonctionnement comme prévu à l'article 5.2.

Ces aménagements peuvent être remplacés par un déshuileur correctement dimensionné pour traiter les eaux correspondant à une pluie décennale. Il sera muni d'un dispositif d'obturation automatique destiné à éviter tout épandage important d'hydrocarbures.

L'exploitant adressera au Préfet de l'Isère, dans un délai n'excédant pas 1 mois, la convention de rejet signée avec l'exploitant du réseau d'assainissement.

Conformément à l'instruction ministérielle du 6 juin 1953, les concentrations ci-dessous dans les eaux résiduaires devront être respectées :

- le pH sera compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température de l'effluent rejeté sera inférieure à 30° C ;
- sa couleur ne devra pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur ;
- l'effluent devra être exempt de matières flottantes ;
- l'effluent ne contiendra aucun produit susceptible de dégager dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables ;
- l'effluent sera débarrassé de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, indirectement ou directement, après mélange avec d'autres effluents, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages ;

Les huiles, les acides ou autres produits toxiques seront stockés séparément sur une aire identique à celles rappelées ci-dessus avant d'être envoyés vers un centre de traitement agréé. La quantité stockée ne devra pas dépasser 1000 litres.

Des bacs contenant des produits absorbants seront placés judicieusement pour pallier à des accidents qui surviendraient en dehors des aires disposant d'une cuvette de rétention.

3.3. - Pollution atmosphérique

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la sécurité publique.

Toutes dispositions seront prises pour éviter la dispersion de stériles.

Les voies de circulation seront entretenues et arrosées en saison sèche en tant que de besoin.

3.4. - Incendie

La quantité de stériles sera limitée à 10 m3.

Le dépôt de pneumatiques sera limité à 10 m3.

Dans le cas où les véhicules automobiles sont découpés au chalumeau, ils devront être préalablement débarrassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables.

Les opérations de découpage au chalumeau ne pourront être effectuées à moins de huit mètres des dépôts prévus aux articles 1.4, 1.5., et 1.6. ainsi que des dépôts de pneumatiques et en général de tous dépôts de produits inflammables ou matières combustibles.

Il est interdit de fumer à proximité et sur les zones :

- de broyage des véhicules,
- prévues aux articles 1.4 , 1.5 et 1.6.
- réserves aux dépôts de stériles, pneumatiques, liquides inflammables.

Cette interdiction, précisée dans le règlement du chantier, sera affichée sur les lieux de travail aux postes ci-dessus indiqués.

3.5. - Explosion

Il est interdit d'entreposer sur le chantier des explosifs, munitions, tous engins ou parties d'engins, matériels de guerre.

Lorsque dans les déchets reçus il sera découvert des engins, parties d'engins ou matériels de guerre, des objets suspects ou des lots présumés d'origine dangereuse, il sera fait appel sans délai à l'un des services suivants :

Service de déminage (dans la mesure où le poids du lot n'excède pas une tonne),

Service des munitions des armées (terre, air marine),

Gendarmerie nationale ou tout établissement habilité en exécution d'un contrat de vente ou de neutralisation.

L'adresse et le numéro de téléphone seront affichés dans le bureau du préposé responsable du chantier.

Toute manipulation d'explosifs, munitions, engins ou parties d'engins et matériels de guerre ainsi que des objets suspects et corps creux sera effectuée conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur.

3.6. - Rongeurs - Insectes

Le chantier sera mis en état de dératisation permanente.

Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées pendant une durée d'un an.

La démoustication sera effectuée en tant que de besoin.

IV - LUTTE CONTRE L'INCENDIE -

Dès qu'un foyer d'incendie sera repéré, il devra être immédiatement et efficacement combattu.

4.1. - La défense extérieure sera assurée à l'aide de deux poteaux normalisés, branchés sur une conduite, capables de débiter 60 m³/h pendant 2 heures, sous une pression dynamique minimale d'un bar. Ils devront être implantés à une distance inférieure à 200 m du chantier.

4.2. - La défense intérieure sera constituée :

4.2.1. De deux robinets d'incendie armés de diamètre 20 mm, d'une longueur minimale de 20 m pouvant fonctionner simultanément et installés suivant les règles de l'art.

4.2.2. Chaque abri et chaque poste de travail seront équipés d'extincteurs adaptés aux risques à défendre :

- extincteurs à eaux pulvérisée de type 21 A à raison d'un appareil pour 250 m² (minimum deux appareils par atelier, magasin, entrepôt, etc...).

- extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques.

- extincteurs à poudre (ou équivalent) de type 55 B près des installations de stockage et d'utilisation de liquides et gaz inflammables.

Les extincteurs seront placés en des endroits signalés et parfaitement accessibles.

4.2.3. Tout poste de découpage au chalumeau sera doté d'au moins un extincteur portatif.

4.3. - Des consignes d'incendie seront établies ; elles seront affichées, ainsi que les numéros de téléphone et adresse du centre de secours le plus proche, près de l'accès au chantier et dans les locaux de gardiennage et d'exploitation.

V - DISPOSITIONS GENERALES -

5.1. - L'exploitant devra présenter, à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées, la justification des moyens d'élimination des stériles et pneumatiques, huiles et graisses, produits pétroliers, produits chimiques divers, pendant une durée d'un an.

Il notera la nature et les quantités des produits éliminés. Cette élimination fera l'objet d'un bilan transmis une fois par an à l'inspecteur des installations classées sous la forme du document ci-joint.

5.2. - Il fera vérifier par analyse le bon fonctionnement du système d'épuration des eaux au moins deux fois par an.

5.3. - Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées.

5.4. - Tout véhicule automobile hors d'usage ne devra pas séjourner en l'état, sur un chantier, plus de 3 mois.

ANNEXE II

(1) Raison Sociale et Localisation

(1) Raison Sociale et Localisation
(2) Cette colonne doit être remplie si les déchets sont éliminés au sein de l'entreprise productrice. On utilisera le code suivant : PC : traitement physico-chimique, SE : station d'épuration, I : incinération, V : Valorisation
D1 - D2 - D3 : décharges de classe I, de classe II, de classe III.